

Bidonvilles, pure négativité ? Slums: Pure Negativity?

Pascale Joffroy

Bien qu’inscrit désormais dans une hypothèse de long terme liée à l’actualité mondiale des migrations, le « retour » des bidonvilles en France ne rencontre toujours qu’un intérêt très limité chez les architectes. Pour la plupart, le sujet est une question politique extérieure à la discipline. Étudiants exceptés, l’intérêt humain, urbain, polémique de ces espaces suscite peu d’adhésion. L’étude historique des réflexions engagées dans les années 1960-1970 par Friedman, John F. C. Turner, Drummond, Candilis pendant son voyage au Pérou, et les autres architectes des Team Ten reste en friche. Alors même que l’État français concède peu à peu que les « occupations de terrains » ne sont pas strictement illicites (examens de proportionnalité entre droit du domicile et droit de propriété, circulaire interministérielle du 25 janvier 2018), une majorité d’architectes continue de considérer que les bidonvilles sont une négation de la ville et un revers dénué d’enjeux du monde contemporain « tel qu’il va ». À quoi il semble intéressant d’opposer – sans anarchisme excessif – que s’installer dans un bidonville est une forme de résilience face aux manques violents de la ville et de la politique du logement ; que ces manques pourraient ne pas être étrangers à certaines normes de pensée spatiales et techniques que les architectes contribuent à véhiculer ; que la réaction à ces manques violents produit d’« en bas » des propositions collectives dignes d’intérêt, sortes de villages temporaires et mobiles – c’est ainsi finalement que le considèrent leurs habitants en France, en réaction à leurs expulsions récurrentes.

Le déni d’intérêt des architectes semble relever d’abord du poids politique dont ils chargent ce sujet, en relation avec le monde pauvre qu’il abrite : toute réflexion ou proposition est prise dans l’étau d’une critique du « système » qui produit les bidonvilles (Bauman, 2006 ; Davis, 2007), rarement invoquée pour d’autres situations et loin d’être militante par ailleurs. Toujours considéré comme la source majeure sur le sujet, Mike Davis exprime sincèrement ses désillusions devant l’inertie des habitants

Although it is now part of a long-term hypothesis linked to the current global situation of migration, the “return” of slums in France still meets with very limited interest among architects, most of whom see the subject as a political issue outside the discipline. Except for students, the human, urban, polemical interest of these spaces does not attract much support. The historical study of the reflections initiated in the 60s and 70s by Friedman, John F.C. Turner, Drummond, Candilis during his trip to Peru, and the other architects of Team Ten lies fallow. Even though the French State is gradually conceding that «land occupations» are not strictly illegal (examinations of proportionality between the right of domicile and the right of ownership, interministerial circular of January 25, 2018), a majority of architects continue to consider slums as a negation of the city and a setback devoid of the stakes of the contemporary world “as it is”. To which it seems interesting to oppose – without excessive anarchism – that settling in a slum is a form of resilience in the face of the violent shortcomings of the city and of housing policy; that these shortcomings may not be alien to certain spatial and technical standards of thought that architects help to convey; that the reaction to these violent shortcomings produces “from below” worthy collective proposals – types of temporary and mobile villages. This is how their inhabitants in France now see it, in reaction to their recurrent evictions.

The architects’ lack of interest seems to stem primarily from the political weight they give to this subject, in relation to the impoverished world it shelters. Any reflection or proposal is caught in the vice of a critique of the “system” that produces slums (Bauman, 2006; Davis, 2007), rarely invoked in other situations and, moreover, far from being militant. Always considered as the major source on the subject, Mike Davis sincerely expresses his disillusionment with the inhabitants’ inertia in contemplating the “Big Night”. Consciously or unconsciously present in the backdrop of architects’

à envisager le Grand Soir. Consciemment ou inconsciemment présentes en toile de fond des débats d’architectes, ces charges politiques entraînent une résistance à considérer les bidonvilles comme des situations construites en tant que telles. Elles entretiennent la suspicion que tout projet les concernant les proposerait comme alternative au droit commun, au titre d’une forme d’exotisme démagogique et sans portée. En 1994, les « balises de survie » que proposaient Virilio et de Boiscuillé pour les SDF avaient subi les feux d’une critique maximaliste similaire qui leur reprochait de ne rien changer à la précarité des habitants et de dépolitiser le sujet.

La question posée ici semble de façon générale de savoir si nous croyons au niveau infra-politique auquel l’architecture peut prétendre. Pas plus qu’on ne peut empêcher les vieux de vieillir en construisant un Ehpad, ni qu’on ne fournit à celui qu’on loge dans le logement social le travail salarié qui lui permettra de payer son loyer, on ne peut en intervenant dans un bidonville empêcher les gens d’être pauvres. On peut par contre récuser toute accusation d’indignité contre l’abri le plus humble, améliorer modestement l’ordinaire, encourager les dynamiques que permettent pour tout un chacun l’habitation et son appropriation : dès qu’un peu de temps est laissé entre deux expulsions, on voit sur place des habitants trouver un travail puis un emploi, accéder par eux-mêmes au logement de droit commun ; on a vu ce rebond opérer par le passé dans d’autres habitats très modestes ; on le voit à l’œuvre partout dans le monde. La puissance d’auto-détermination qui intervient dans cette dynamique est largement reconnue par les anthropologues et les sciences politiques (Bouillon, 2009 ; Aguilera, 2013). Elle ne semble pas considérée en revanche par les architectes, malgré les nombreuses références aux alternatives *bottom up* et à l’*empowerment* dans les débats de la profession. Les projets d’auto-constructions encadrées des années 1970, qui s’appuyaient sur cette « force de production » citoyenne,

debates, these political charges lead to a resistance to considering slums as built situations in their own right. They maintain the suspicion that any project concerning them would propose them as an alternative to common law, as a form of demagogic exoticism with no scope. In 1994, the *balises de survie* (“beacons of survival” or “lifebuoys”) proposed by Virilio and de Boiscuillé for the homeless had come under fire from a similar maximalist criticism, which accused them of not changing the precarious situation of the inhabitants and of depoliticizing the subject.

The general question here seems to be whether we believe in the infra-political level to which architecture can aspire. Just as we cannot prevent the elderly from growing old by building a nursing home, nor provide the person living in social housing with the salaried work that will enable him to pay his rent, we cannot prevent people from being poor by intervening in a slum. On the other hand, any accusation of indignity against the humblest shelter can be refuted, the ordinary can be modestly improved, and the dynamics of housing and its appropriation can be encouraged: as soon as a little time is left between evictions, the inhabitants can be seen to find work and then a job, and can access ordinary housing on their own; we have seen this rebound in the past in other very modest settlements; it is being seen in action all over the world.

The power of self-determination involved in this dynamic is widely recognized by anthropologists and political scientists (Bouillon, 2009; Aguilera, 2013). However, it does not seem to interest architects, despite the numerous references to “bottom-up” and “empowerment” alternatives in architectural debates. The supervised self-construction projects of the 1970s, which relied on a citizen-run “production force”, seem to have been forgotten (Alexander, Emmerich, Segal, the Castors self-construction movement in France). In the discourses, the distinction is no longer made between “housing” (based on norms and knowledge)

semblent oubliés (Alexander, Emmerich, Segal, le mouvement d’autoconstruction des Castors en France). Dans les discours, la distinction n’est plus faite entre « logement » (issu de normes et de savoirs) et « habitat » (auto-institué de façon plus ou moins formelle). Au moment où elles couvrent une part sensible des surfaces urbanisées de la planète, les spatialisations non savantes, dites aussi informelles ou spontanées, semblent avoir disparu des consciences. Un groupe d’architectes et d’intellectuels de renom a proposé lors de la Conférence Habitat III de Quito en 2016 que la planification formelle des villes travaille en complémentarité officielle et non en opposition avec la ville informelle. L’idée était notamment – devant la part d’échec du formel planifié à loger tout le monde – de laisser l’habitation au secteur informel, tandis que les autres programmes seraient assurés par le secteur formel. Cette hypothèse de complémentarité ramène à des réflexions anciennes sur le rôle de l’architecte, la construction du monument ou de la cabane, l’un fait pour transgresser le temps, l’autre usuel et temporaire, et sinon plus mineur, du moins, moins professionnalisé. Mais l’architecte aujourd’hui veut *tout* faire, le monument et la cabane, et s’il pense se rendre utile dans un bidonville, c’est en *deus ex machina* pour faire des cabanes à *leur place*, inventer un kit d’autoconstruction inédit, une nouvelle tente Quechua ou un cabanon dépliant encore plus léger – sans travailler à comprendre *in situ* l’inadéquation de telles propositions. Pour les architectes, il faudrait toujours *remplacer* le bidonville : par des cabanes repensées, de l’hébergement, des villages d’insertion, des logements de transit, des logements abordables. Jamais le considérer comme tel, comprendre pourquoi il existe et comment vivent les gens pauvres, l’améliorer, le restaurer dans l’estime – le *réhabiliter* peut-être ? Dans l’attente de ce remplacement salvateur et plus qu’hypothétique, il n’y aurait « rien à faire » dans le bidonville, et par conséquent, on ne pourrait pas y être architecte. Injonction d’activisme selon laquelle l’architecture serait une activité de

and “habitat” (self-instituted in a more or less formal way). At a time when they cover a significant proportion of the planet’s urbanized areas, non-scientific spatializations, also known as “informal” or “spontaneous” habitats, seem to have disappeared from consciousness. A group of renowned architects and intellectuals proposed at the Habitat III Conference in Quito in 2016 that the formal planning of cities should work in complementarity with the formal city and not in opposition to the informal city. The idea was that – given the failure of formal planning to house everyone – housing should be left to the informal sector, while other programs would be carried out by the formal sector. This hypothesis of complementarity brings us back to ancient reflections on the role of the architect, the construction of the monument or the hut, one made to transgress time, the other ordinary and temporary, and if not more minor, at least professionalized. But the architect today wants to do *everything*, the monument and the hut, and if he thinks he is making himself useful in a slum, it is as a *deus ex machina* making huts *in their place*, inventing a new self-construction kit, a new Quechua tent or an even lighter unfolding hut – without working to understand *in situ* the inadequacy of such proposals.

For architects, the slum should always be *replaced*: by redesigned huts, accommodation, integration villages, transit housing, affordable housing. Never to study it as such, understand why it exists and how poor people live in it, improve it, restore it in esteem – perhaps *rehabilitate* it? While waiting for this life-saving and more than hypothetical replacement, there would be “nothing to do” in the slum, and therefore one could not be an architect there. An injunction of activism according to which architecture would be a construction activity or would be nothing, in an obviously known relationship to the commission. In emerging countries, the action program is set up as a technical dogma: what we have to do for slums is sanitation! But in the developed countries, how can we act (work?) as an architect in this horizon where elimination

construction ou ne serait rien, dans un rapport évidemment connu à la commande. Dans les pays émergents, le programme d'action est érigé en dogme technique : ce qu'il faut faire pour les bidonvilles, c'est de l'assainissement ! Mais dans les pays développés, comment faire acte (œuvre ?) d'architecture dans cet horizon où la suppression reste le dogme ? Démolir au plus vite, et remplacer par de « vraies » habitations... Mais pour qui ? La condamnation du bidonville rejoint hélas la grande histoire de la démolition globalement soutenue par les architectes, d'Hausmann à la *tabula rasa*, de la résorption des quartiers insalubres aux politiques de rénovation, de la critique des grands ensembles à peine décoffrés aux démolitions de l'Anru... L'inhabitable déclaré sert toujours le même discours : laisser croire qu'agir sur la conséquence spatiale du phénomène de pauvreté entraînera un effet correcteur sur sa cause socio-économique et politique. Les logements peu chers qui manquent aujourd'hui, s'est-on soucié de les voir disparaître dans les politiques de réhabilitation qui ont diminué des deux tiers les logements locatifs à bas prix et changé leurs locataires de catégorie dans les années 1990 et 2000 ? s'interroge Philippe Genestier (revue *Mouvement*, 2004). La traque contre l'habitat « indigne » se poursuit aujourd'hui dans les bidonvilles, alors qu'ils constituent souvent le dernier rempart contre le dénuement total et la rue. Même mouvement vers la modernisation glorieuse, même idéologie du progrès, qui après s'être attelé au logement social modeste puis aux foyers de travailleurs, poursuit sa course sur les terrains auto-construits. Dans les faits, même renouvellement des populations. Après avoir protesté contre les normes relatives au handicap qui les empêchent de faire de bons logements « pour tous », les architectes protesteront-ils contre les normes excessives qui détruisent l'habitat des plus pauvres et retardent leur accès au logement de droit commun en renchérissant le coût du logement ? Le taux d'effort du logement dans les dépenses des ménages n'en finit plus de monter



remains the dogma? Demolish them as soon as possible and replace them with “real” houses... But for whom? The condemnation of the slum is unfortunately in line with the great history of demolition generally supported by architects, from Hausmann to the *tabula rasa*, from the reduction of unhealthy neighborhoods to renovation policies, from criticism of large housing estates that have barely been demolished to the demolitions of the National Urban Renewal Agency (ANRU). The declared uninhabitable always serves the same purpose: to lead people to believe that acting on the spatial consequences of the phenomenon of poverty will lead to a corrective effect on its socio-economic and political cause. The inexpensive housing that is lacking today, has there been any concern to see them disappear in the rehabilitation policies that have reduced low-cost rental housing by two thirds and changed their category tenants in the 1990s and 2000s? asks Philippe Genestier (*Mouvement* magazine, 2004).

The fight against “substandard” housing continues today in the slums, even though they are often the last bulwark against total destitution and the street. The same movement towards glorious modernization, the same ideology of progress, which, after tackling modest social housing and then workers’ hostels, continues its race on self-built land. In fact, the same renewal of populations.

et les expulsions pour impayés sont en hausse dans le logement social.

Le refoulement de ces sujets laisse perplexe face à l'ambition sociale qu'affiche à ses heures l'architecture. Il laisse apparaître une forme de contradiction entre cette ambition et la vocation à la spatialisation de l'ordre social dont elle s'attribue le rôle, réduisant ses résistances à la marge, pour ne pas dire à la marge de la marge. La véritable approche politique pourrait être celle qui, lorsque la puissance publique ne pourvoit pas au logement, reviendrait sur le fait que les êtres humains sont dépossédés de leur capacité à auto-instituer, collectivement ou individuellement, leur habitation. C'est en architectes que nous pourrions aussi énoncer publiquement qu'habiter est une condition sans condition de l'homme, et reconnaître que le confort normé est secondaire par rapport au droit d'habiter. Les habitants des bidonvilles veulent qu'on les laisse tranquilles *le temps* de s'insérer, de trouver du travail, d'accéder au logement. Nous pourrions comme eux envisager cet habitat de bidonville comme temporaire. Comme les politiques, nous pensons seulement par l'urgence ou le définitif, c'est peut-être aussi un élément d'idéologie. Pour les bidonvilles, la pérennisation ou rien. Le temporaire ouvre des voies différentes pour ces micro-quartiers et leur place possible dans les fonciers délaissés ou gelés de la ville.

After having protested against the disabled standards that prevent them from making good housing “for all”, will architects protest against the excessive standards that destroy the habitat of the poorest and delay their access to common law housing by increasing the cost of housing? The share of housing in household expenditure is rising steadily and evictions for non-payment are on the rise in social housing.

The repression of these subjects leaves one perplexed by the social ambition of architecture. It reveals a form of contradiction between this ambition and the vocation to spatialize the social order whose role it claims for itself, reducing its resistance to the margin, if not to the margin of the margin. The real political approach could be that which, when public authorities do not provide housing, would return to the fact that human beings are dispossessed of their capacity to self-institute, collectively or individually, their dwelling. It is as architects that we could also state publicly that living is an unconditional condition of human beings, and recognize that normative comfort is secondary to the right to live. Slum-dwellers want to be left alone *long enough* to integrate, find work, and have access to housing. Like them, we could consider this slum housing as temporary. Like politicians, we think only in terms of emergency or permanent; it may also be an element of ideology. For slums, it is perpetuation or nothing. The temporary opens up different paths for these micro-neighborhoods and their possible place in the abandoned or frozen land of the city.